

AP n° 2024-APC-253-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**  
**portant modification des conditions d'exploitation**  
**de la SOCIÉTÉ AUREADE**  
**51520 La Veuve**

**Le Préfet de la Marne**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement et notamment le livre V, titre I, parties législatives et réglementaires, relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement et livre I, titre VIII relatif aux procédures administratives, et notamment les articles R.181-45 et R.181-46 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2004-A-31-IC du 2 mars 2004 autorisant l'exploitation d'une unité d'incinération de déchets non dangereux à La Veuve ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-APC-57-IC du 30 mai 2012, modifiant les conditions d'exploitation du site ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 ;

**Vu** le plan régional de prévention et de gestion des déchets, intégré dans le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) du Grand Est, adopté par le Conseil régional du 22 novembre 2019 et approuvé par arrêté préfectoral du 24 janvier 2020 ;

**Vu** la demande du 10 avril 2024 adressée par la société AUREADE (groupe VEOLIA) de modification des conditions d'exploitation de son installation, notamment la modification du rayon de chalandise pour intégrer les départements de la Seine et Marne et de l'Aisne (modification 1) et la modification des conditions d'utilisation de la presse à balles (modification 2) ;

**Vu** l'avis défavorable émis par les services techniques du Conseil régional du Grand Est le 2 juillet 2024 et complété le 8 octobre 2024 ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées en date du 15 novembre 2024 ;

**Vu** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 26 novembre 2024 à la connaissance du pétitionnaire ;

**Vu** les observations sur ce projet d'arrêté présentées par le demandeur en date du 4 décembre 2024.

**Considérant** que les modifications portent sur le rayon de chalandise des déchets acceptés par la société AUREADE à La Veuve (modification 1) et sur les conditions d'utilisation de la presse à balles (modification 2) ;

**Considérant** que l'unité de valorisation énergétique exploitée par la société AUREADE à La Veuve est actuellement autorisée à prendre en charge 110 000 tonnes par an de déchets ultimes non dangereux, dont 23 000 tonnes de déchets dans les départements hors Marne (Ardennes, Aube, Haute-Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Moselle et Vosges), ainsi que des déchets provenant de Belgique (5 000 tonnes/an) ;

**Considérant** qu'il a été relevé une incompatibilité de la modification 1 avec le plan régional de prévention et de gestion des déchets de la région Grand Est intégré au SRADDET, et notamment avec la prescription suivante fixant les limites des zones de chalandise des installations de traitement de déchets non dangereux : « En respectant la hiérarchie des modes de traitement, le traitement des déchets est réalisé, selon le principe de proximité, dans les installations disponibles les plus proches de leur lieu de production avec un rayon maximal pouvant s'étendre jusqu'aux frontières de la région Grand Est voire aux régions limitrophes ou frontalières sous réserve d'échanges équilibrés et de compatibilité avec leurs documents de planification » ;

**Considérant** que la modification 1 ne peut être autorisée en l'état ;

**Considérant** que la modification 2 ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que la modification 2 ne modifie pas le classement du site qui reste sous le régime de l'autorisation, n'entraîne pas de mode d'exploitation différent et n'engendre pas de nouvelles rubriques ;

**Considérant** que la modification 2 n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient alors de modifier les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 modifié, susvisé afin de prendre en compte cette modification ;

**Considérant** que la présentation de ce dossier devant le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ne s'avère pas nécessaire compte-tenu de l'absence d'impact particulier et des éléments présentés dans le rapport de l'Inspection des installations classées de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est susvisé ;

**Considérant** qu'il convient, en application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement et en vue de garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, d'imposer des prescriptions complémentaires à la société AUREADE pour son installation implantée sur le site de La Veuve.

**Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.**

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Objet**

La société AUREADE, dont le siège social est situé Avenue des Crayères – 51520 LA VEUVE, ci-après dénommée « l'exploitant », est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2012-APC-57-IC du 30 mai 2012 est abrogé.

### **Article 2 : Modification des conditions d'utilisation de la presse à balles**

L'article 8.3 de l'arrêté préfectoral n° 2004-A-31-IC du 2 mars 2004 susvisé est remplacé par :

« Les déchets réceptionnés peuvent être mis en balles, en vue d'un stockage temporaire avant une incinération ultérieure.

Le stockage en vrac des ordures ménagères avant mise en balles est strictement limité à 48 h. En cas de dépassement, ces déchets sont immédiatement évacués vers un autre centre et/ou incinérés.

Les balles sont stockées au maximum 6 mois avant d'être incinérées. Les justificatifs sont disponibles sur place pour vérifier ce temps de stockage.

L'absence de dégagement et de fermentation des déchets fait l'objet de contrôles réguliers prévus par une consigne tenue à la disposition de l'Inspection des installations classées. Les balles des ordures ménagères sont protégées par un filet et un film enrubanné afin de freiner la fermentation des déchets.

La zone de stockage couverte pour le stockage des déchets mis en balles, d'une surface de 915 m<sup>2</sup>, doit être disponible en permanence pour le stockage de 1 500 tonnes de balles correspondant à un arrêt technique minimum de 8 jours.

Dans le cas d'un arrêt technique programmé d'une durée supérieure, la surface nécessaire au stockage des balles est prise sur la surface de stockage des mâchefers dans la mesure où la commercialisation aura pu être préalablement organisée en conséquence. La surface de stockage ainsi augmentée peut atteindre 3 000 m<sup>2</sup> et permettre le stockage de 6 000 tonnes de déchets en balles.

Le stockage des balles sera réalisé sur une hauteur de trois rangs au maximum.

L'activité ne s'apparente à une installation classée relevant de la rubrique 2716 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : à ce titre, la réexpédition de balles n'est pas autorisée en situation de fonctionnement nominale de l'installation de traitement. Toute réexpédition de balles fait, a minima 7 jours ouvrés avant la mise en application, l'objet d'une information préalable à l'inspection des installations classées. Une traçabilité des réexpéditions est réalisée et tenue à disposition de l'Inspection des installations classées. »

### **Article 3 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage.

Conformément à l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Conformément à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux.

#### **Article 4 : Droits des tiers**

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du Préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement. Le Préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. À défaut de réponse, la réponse est réputée négative. S'il estime la réclamation fondée, le Préfet fixe les prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R.181-45 du Code de l'environnement.

#### **Article 5 : Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information, à la Délégation territoriale Marne de l'Agence régionale de santé, à la Direction départementale des services d'incendie et secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau ainsi qu'à Monsieur le Maire de La Veuve qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le Directeur de la Société AUREADE dont le siège social est situé Avenue des Crayères – 51520 LA VEUVE.

Monsieur le Maire de La Veuve procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires de la Marne.

Cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Châlons-en-Champagne, le **23 DEC. 2024**

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,**

**Raymond YEDDOU**